
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JUILLET 1921.

Projet de loi renforçant l'obligation scolaire de l'enseignement primaire (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. Jean RAMAEKERS.

MESSIEURS,

Les sections de la Chambre se sont trouvées unanimes pour estimer que les dispositions légales relatives à l'obligation scolaire de l'enseignement primaire doivent être renforcées.

Le tableau sombre brossé par M. le Ministre des Sciences et des Arts, dans sa réponse à M. Masson, n'a surpris aucun de nos collègues, car chacun, dans son ressort, a pu se rendre compte de l'étendue du mal : l'absentéisme scolaire sévit comme si aucune loi ordonnant la fréquentation régulière n'existait encore.

C'est que la mise en vigueur progressive de la législation nouvelle n'a pu se réaliser, à cause de la guerre et de la situation économique extraordinairement trouble qui a suivi l'armistice.

La moralité publique a baissé et la jeunesse a eu sous les yeux de pernicieux exemples. Il est temps de réagir, en assurant à nos enfants une bonne éducation par l'école. Dans un avenir rapproché notre industrie ne pourra plus soutenir la concurrence étrangère que par l'excellence de ses produits, ce qui suppose un peuple habile, instruit et moral. Le législateur a donc pour devoir de suivre le Gouvernement lorsque celui-ci lui demande de renforcer des dispositions légales, qui pouvaient suffire en des temps normaux, mais qui, étant donné les circonstances, se sont révélées inefficaces.

(1) Projet de loi, n° 220.

(2) La Section centrale présidée par M. Mechelynck était composée de MM. Bouchery, De Bruycker, Allard, Brifaut, Ramaekers et Moury.

Pourtant, des collègues ont fait entendre certaines critiques. Le renforcement de la réglementation — et notamment la dénonciation bi-mensuelle des parents négligents — ne va-t-il pas encombrer les prétoires des juges de paix, au point de faire perdre toute autorité à ces magistrats ? L'Exposé des motifs met très bien en relief cet aspect de la psychologie du peuple, que la crainte de la justice se dissipe pour ceux qui ont eu maille à partir avec Dame Thémis. Il n'y a que le premier pas qui coûte, dit le proverbe. Ce pas franchi, la récidive s'amène plus facilement. Est-il dès lors prudent de supprimer la tolérance des trois demi-journées scolaires prévues à l'article 6 de la loi organique ? Votre Section centrale ne le pense pas.

Plusieurs membres se sont émus à l'idée de la défense qui serait faite aux élèves de changer d'école au cours de l'année scolaire. Ils y ont vu une atteinte à la liberté d'enseignement. Or, il se fait que le personnel enseignant, sans distinction d'écoles, se montre partisan de la mesure, et que c'est même sur ses instances que la disposition a été inscrite au projet de loi. Lorsque dans une localité, où il existe des écoles de diverses catégories, un instituteur fait son devoir en dénonçant les élèves peu réguliers, il risque souvent de les voir désertir son établissement pour celui d'en face où l'on se montre moins rigoureux ; or, le personnel demande que pareille alternative ne soit plus possible. Partout où semblable régime a été librement établi à la suite d'un accord entre les chefs d'école, tout le monde s'en montre satisfait.

Il pourra toutefois être tenu compte d'un autre vœu exprimé par trois membres de la Section centrale, à savoir de ne plus permettre le passage d'une école à l'autre au cours de la même année scolaire, non *un mois*, mais *trois mois* après l'inscription de l'élève. Ce laps de temps est suffisamment long pour que les parents aient l'occasion de se rendre compte de la valeur et des tendances de l'enseignement. La Section centrale s'est ralliée à cette manière de voir. Quant aux motifs graves que peut alléguer un chef de famille pour solliciter un changement d'école, il convient notamment de considérer comme tels : des sévices corporels graves ou des atteintes à la moralité de la part de l'instituteur, ou bien des attaques que celui-ci dirigerait contre les opinions philosophiques ou religieuses des parents, ou bien la volonté de ceux-ci de soustraire leur enfant à un compagnonnage pernicieux.

La disposition de l'article 5 qui charge les chefs d'école de préparer, à l'intention des inspecteurs cantonaux, les cartes-avertissements à envoyer aux chefs de famille négligents a été critiquée également. Le père de famille qui reconnaîtra l'écriture du chef de l'école s'en prendra à celui-ci si dans la suite il est appelé en justice. La Section centrale a été d'avis qu'il était préférable de laisser tomber cette disposition.

Le système des sanctions que propose d'instaurer le projet n'a guère rencontré d'opposition. D'aucuns auraient voulu que l'on usât davantage de moyens de persuasion ; mais il est à craindre que la persuasion n'atteindrait pas les chefs de famille *qui veulent éluder* l'obligation scolaire pour leurs enfants.

Projet de loi renforçant l'obligation scolaire de l'enseignement primaire, tel qu'il a été amendé de commun accord par le Gouvernement et la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Le texte de l'article 8 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte ci-après :

« Tous les ans, un mois avant la date fixée pour le début de l'année scolaire, les administrations communales délivrent à l'inspecteur cantonal ou à l'inspecteur cantonal adjoint de l'enseignement primaire, la liste des enfants d'âge scolaire. »

« Quinze jours avant la même date elles font afficher, à la requête de ce fonctionnaire, un avis aux chefs de famille leur rappelant les obligations qui pèsent sur eux en vertu de la présente loi et invitant ceux qui auraient à solliciter pour leurs enfants une suspension de l'obligation scolaire, basée sur l'article 2 de cette loi, à en faire à l'inspecteur cantonal ou à l'inspecteur cantonal adjoint la demande écrite et motivée. »

« Cet avis rappelle en outre, expressément, la liberté du chef de famille d'envoyer ses enfants dans l'école qu'il préfère et l'interdiction d'user à son égard d'aucun moyen de pression pour lui imposer une école qui ne serait pas celle de son

Wetsontwerp tot verscherping van den leerplicht bij het lager onderwijs, zooals het in gemeen overleg door de Regeering en de Middenafdeeling gewijzigd werd.

EERSTE ARTIKEL.

De tekst van artikel 8 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt vervangen door den hierna-volgenden tekst :

« Leder jaar, een maand vóór den datum vastgesteld voor den aanvang van het schooljaar, wordt door de gemeentebesturen de lijst der schoolplichtige kinderen aan den kantonnalen opziener of aan den kantonnalen hulpopziener van het lager onderwijs overhandigd. »

« Vijftien dagen vóór denzelfden datum doen zij, ten verzoeken van dezen ambtenaar, een bericht tot de gezinshoofden aanplakken, waarbij wordt gewezen op de verplichtingen welke hun krachtens deze wet zijn opgelegd en waarbij degenen welke voor hun kinderen een schorsing van den schoolplicht op grond van artikel 2 dezer wet wenschen te bekomen, verzocht worden een daartoe strekkende schriftelijke en met redenen omkleede aanvraag tot den kantonnalen opziener of tot den kantonnalen hulpopziener te richten. »

« Dit bericht brengt verder nadrukkelijk in herinnering dat het gezinshoofd vrij is zijn kinderen te zenden naar de school welke het verkiest en dat het verboden is eenigen dwang op hem uit te oefenen om hem een school op te drin-

choix. Mais il fait observer en même temps que, sauf dans les cas prévus à l'article 6 de la loi, le passage d'un enfant d'une école à une autre n'est plus autorisé *au cours de la même année scolaire, trois mois après son inscription.*

« Immédiatement après la rentrée des classes, l'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal adjoint réunit, dans l'ordre qui lui paraît utile, les chefs des écoles de chaque localité soumises à son contrôle et des institutions scolaires dépendant de l'État, des provinces ou des communes, pour pointer, de concert, les noms de leurs élèves sur la liste délivrée par la commune. Pour ce travail, les chefs d'école peuvent se faire représenter par des membres de leur personnel et l'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal adjoint a le droit de requérir l'aide d'instituteurs attachés aux écoles primaires subsidiées par l'État; les instituteurs ne peuvent, sans manquement grave à leur devoir professionnel, se dérober à son appel et les administrations communales sont tenues de mettre à sa disposition un local convenable et de lui prêter assistance dans l'accomplissement de cette tâche. »

« En ce qui concerne les enfants instruits, soit dans un autre établissement d'instruction, soit à domicile, ou qui se trouvent dans l'un des cas prévus à l'article 2 de la présente loi, le chef de famille envoie directement, avant le 1^{er} octobre, une information à l'inspecteur cantonal ou à l'inspecteur can-

gen, welke niet de school zijner keuze mocht zijn. Doch het vestigt er tevens de aandacht op dat, behalve in de gevallen voorzien bij artikel 6 der wet, een kind *drie maanden na zijn inschrijving in den loop van hetzelfde schooljaar* niet meer mag overgeplaatst worden van de eene school in een andere. »

« Aanstonds na het heropenen van de scholen roept de kantonnale opziener of de kantonnale hulpopziener, in de hem nuttig gebleken orde, de hoofden der aan zijn toezicht onderworpen scholen van elke gemeente en der van den Staat, de provinciën of de gemeenten afhangelende schoolinrichtingen bijeen om, in gemeen overleg, de namen van hun leerlingen aan te teekenen op de door de gemeente verstrekte lijst. De schoolhoofden mogen zich, voor die werkzaamheden laten vervangen door leden van hun personeel en de kantonnale opziener of de kantonnale hulpopziener is gerechtigd de hulp in te roepen van onderwijzers verbonden aan door den Staat ondersteunde lagere scholen; de onderwijzers mogen zich niet, zonder ernstige tekortkoming aan hun ambtsplicht, aan zijn oproep onttrekken en de gemeentebesturen zijn verplicht een behoorlijk lokaal te zijner beschikking te stellen en hem behulpzaam te wezen bij het vervullen van zijn taak. »

« Wat betreft de kinderen hetzij in een ander onderwijsgesticht, hetzij aan huis onderwezen, of die zich bevinden in een der gevallen voorzien bij artikel 2 van deze wet, zendt het gezinshoofd rechtstreeks vóór 1 October, een bericht aan den kantonnale opziener of den kantonnale hulpopziener. De gezins-

tonal adjoint. Les chefs de famille qui font instruire leurs enfants dans une école non visée à l'alinéa précédent peuvent, sous leur responsabilité, se décharger de cette obligation sur le chef de cette école. »

« Un arrêté royal règle la forme et la teneur de la liste et de l'avis aux chefs de famille. »

ART. 2.

Le texte de l'article 9 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte ci-après :

» L'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal adjoint adresse par la poste et sous plis recommandé, aux chefs de famille dont les enfants ne sont inscrits dans aucune des écoles visées à l'alinéa pénultième de l'article 8 ou qui ne lui ont pas fait parvenir l'information prévue au dernier alinéa du même article, un avertissement rappelant l'obligation qui leur incombe. »

« Les plis qui n'ont pu être distribués sont remis par l'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal adjoint au chef de la police locale ou à son délégué, ou à *un délégué à la protection de l'enfance dûment accrédité auprès des autorités scolaires*, qui en fait rechercher les destinataires, met ceux-ci en demeure d'envoyer leurs enfants à l'école et fait part à l'inspecteur du résultat de ses démarches ».

« Si, dans la huitaine de l'envoi de l'avertissement sous pli recommandé ou de la mise en demeure

hoofden welke hun kinderen in een niet in bovenstaand lid bedoelde school laten onderwijzen, kunnen deze verplichting op eigen verantwoordelijkheid overlaten aan het hoofd dier school. »

« Vorm en inhoud van de lijst en van het bericht tot de gezinshoofden worden bij Koninklijk besluit geregeld. »

ART. 2.

De tekst van artikel 9 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt vervangen door den hierna-volgenden tekst :

« Aan de gezinshoofden wier kinderen in geen der scholen, bedoeld bij het voorlaatste lid van artikel 8, zijn ingeschreven of die hem het bericht, bij het laatste lid van hetzelfde artikel voorzien, niet hebben doen toekomen, zendt de kantonnale opziener of de kantonnale hulpopziener, over de post en aange-teekend, een waarschuwing waarbij wordt herinnerd aan de verplichting welke hun is opgelegd. »

« De waarschuwingen welke men niet heeft kunnen bestellen, worden door den kantonnalen opziener of den kantonalen hulpopziener overhandigd aan het hoofd der plaatselijke politie of aan dezes afgevaardigde, *ofwel aan een behoorlijk bij de schooloverheden aangestelden afgevaardigde der kinderbescherming*, welke de betrokken personen laat opzoeken, ze aanmaant hun kinderen naar school te zenden en den opziener kennis geeft van den uitslag zijner bemoeiingen ».

« Heeft de kantonnale opziener of de kantonnale hulpopziener binnen acht dagen na het aangeteekend

par la police locale, l'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal adjoint n'a pas reçu de réponse d'où il résulte que le chef de famille a satisfait aux prescriptions de la loi, il le dénonce au *procureur du Roi près le tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire.* »

ART. 3.

L'article 6 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte ci-après :

Les chefs de famille qui font instruire leurs enfants dans une école sont tenus de veiller à ce que ceux-ci suivent régulièrement les cours, *c'est-à-dire n'en soient absents sans motif légitime pendant plus de trois demi-journées scolaires par mois.*

Les seuls motifs réputés légitimes sont les suivants : maladie de l'enfant, décès d'un membre de la famille, empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications. Les autres circonstances exceptionnellement invoquées seront appréciées par l'inspection scolaire et, éventuellement, par le juge de paix ou par le juge des enfants.

Ce dernier désigne auprès de chaque école un délégué à la protection de l'enfance. Le choix de ce délégué est soumis à l'agrément du collège échevinal s'il s'agit d'écoles communales, à la direction scolaire compétente s'il s'agit d'autres établissements scolaires. En cas de refus obstiné d'agrément, la désignation se fait d'office. Il en est de même si l'autorité scolaire compétente s'abstient de formuler sa réponse dans le mois à dater de la notification du

verzenden der waarschuwing of na het aanmanen door de plaatselijke politie, geen antwoord ontvangen waaruit blijkt dat het gezinshoofd aan de wetsbepalingen heeft voldaan, dan klaagt hij het aan bij den *procureur des Konings bij de rechtbank van eersten aanleg van het rechterlijk arrondissement.* »

ART. 3.

Artikel 6 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt vervangen door den hiernavolgenden tekst :

De gezinshoofden, die aan hun kinderen onderwijs doen geven in een school, moeten zorgen dat dezen de lessen geregeld volgen, *namelijk dat zij niet zonder geldige reden meer dan drie halve schooldagen per maand afwezig blijven.*

De eenige geldig geachte redenen zijn de navolgende : ongesteldheid van het kind, overlijden van een familielid, belet omdat de verkeersmiddelen bij toeval moeilijk zijn. Over de verdere uitzonderlijk aangevoerde omstandigheden zal het schooltoezicht en, bij voorkomend geval, de vrederechter of de kinderrechter oordeelen.

Deze laatste stelt bij elke school een afgevaardigde der kinderbescherming aan. Deze afgevaardigde wordt aangenomen door het schepencollege zoo het gemeenteschoten zijn, door het betrokken schoolbestuur zoo het andere onderwijsinrichtingen geldt. Ingeval de aanstelling onverzettelijk wordt geweigerd, geschiedt de aanstelling van ambtswege. Dit is eveneens het geval, zoo de bevoegde schooloverheid geen antwoord heeft gegeven binnen een

choix du magistrat. Celui-ci a le droit de retirer en tout temps la mission qu'il a confiée à ses délégués.

Le chef d'école qui aurait des doutes quant à la véracité des raisons alléguées, en fait part au délégué à la protection de l'enfance accrédité auprès de l'école, lequel est tenu de prendre des informations au domicile des enfants et d'en référer au dit chef d'école. Si l'inobservation de la loi est causée par la misère, il avise aux mesures à prendre et provoque, le cas échéant, l'intervention des institutions de prévoyance.

Le délégué peut, toutes les fois qu'il le juge utile, prendre connaissance, au bureau du chef d'école, des registres de fréquentation dont la tenue est prescrite par les règlements.

« Un arrêté royal règle la façon dont les chefs de familles n'ayant pas de résidence fixe (bateliers, forains, marchands ambulants, etc.), ont à s'acquitter des obligations qui pèsent sur eux en vertu de la présente loi, ainsi que la façon dont les peines prévues à l'article 11 leur sont appliquées ».

Le 3° de l'article 2 de la loi organique de l'enseignement primaire est supprimé.

ART. 4.

L'article nouveau ci-après est intercalé entre le 6° et le 7° article de la loi organique de l'enseignement primaire :

maand na het kennisgeven der keuze van den magistraat. Deze heeft het recht te allen tijde de opdracht in te trekken welke hij aan zijn afgevaardigden heeft gegeven.

Het schoolhoofd dat in twijfel zou verkeeren omtrent de waarheid der aangevoerde redenen, geeft er kennis van aan den bij de school aangestelden afgevaardigde der kinderbescherming, welke inlichtingen laat inwinnen in de woning der kinderen en er verslag over uitbrengt aan voornoemd schoolhoofd. Zoo het niet-nalven der wet te wijten is aan armoede, onderzoekt hij wat er mocht gedaan worden en lokt, bij voorkomend geval, de tusschenkoms uit van de ondersteuningsfondsen.

Telkens als hij het noodig oordeelt, mag de afgevaardigde inzage nemen, op het bureel van het schoolhoofd, van de registers waarin, volgens de reglementen, aantekening moet worden gehouden van het schoolbezoek.

« Een Koninklijk besluit regelt de wijze waarop de gezinshoofden, die geen vaste verblijfplaats hebben (schippers, foorkramers en rondtrekkende venters, enz.) zich van de verplichtingen moeten kwijten welke krachtens deze wet op hen rusten, alsmede de wijze waarop de straffen voorzien bij artikel 11 op hen worden toegepast. »

Het bepaalde onder n° 3 van artikel 2 der wet tot regeling van het lager onderwijs vervalt.

ART. 4.

Het hiernavolgend nieuw artikel wordt ingelascht tusschen artikel 6 en artikel 7 der wet tot regeling van het lager onderwijs :

« *Trois mois après son inscription dans une école, un enfant ne pourra au cours de la même année scolaire, être admis dans une autre école, sauf au cas où ce passage serait justifié par un changement de résidence* ».

« *Toutefois, si, au cours de l'année scolaire, un chef de famille sollicite un changement d'école en alléguant des motifs graves, l'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal adjoint peut, après enquête, autoriser ce changement. En cas de contestation, un recours est ouvert aux intéressés auprès de l'inspecteur principal et, éventuellement, auprès du Ministre des Sciences et des Arts, qui statue en dernier ressort* ».

ART. 5.

Le texte de l'article 10 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte ci-après :

« *A la fin de chaque mois, les chefs d'école transmettent à l'inspecteur cantonal ou à l'inspecteur cantonal adjoint la liste des élèves qui, sans excuse valable, n'ont pas régulièrement suivi les classes aux termes de l'article 5 de la présente loi.* »

« *L'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal adjoint fait savoir aux chefs de famille en défaut qu'ils seront dénoncés au procureur du Roi en cas de nouveau manquement au cours de la même année scolaire.* »

« *Les agents de la police locale et de la police d'État ont mission de conduire ou de faire conduire à leur*

« *Drie maanden na zijne inschrijving in een school, mag een kind in den loop van hetzelfde schooljaar, niet meer in een andere school overgeplaatst worden, tenzij die verplaatsing gewettigd is door een verandering van verblijfplaats.* »

« *Evenwel, zoo een gezinshoofd in den loop van het schooljaar een verandering van school aanvraagt en daarbij ernstige redenen aanvoert, kan de kantonnale opziener of de kantonnale hulpopziener, die verandering, na onderzoek, toestaan. In geval van geschil, kunnen de belanghebbenden in hooger beroep komen bij den hoofdopziener en, desnoods, bij den Minister van Wetenschappen en Kunsten, die uitspraak doet in laatste instantie.* »

ART. 5.

De tekst van artikel 10 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt vervangen door den hiernavolgenden tekst :

« *Op het einde van elke maand zenden de schoolhoofden aan den kantonnalen opziener of aan den kantonnalen hulpopziener de lijst der leerlingen die zonder geldige verontschuldiging, de school niet geregeld bezocht hebben volgens de voorschriften van artikel 5 van deze wet.* »

« *De kantonnale opziener of de kantonnale hulpopziener laat aan de in gebreke zijnde gezinshoofden weten dat zij bij een nieuwe tekortkoming in den loop van hetzelfde schooljaar bij den procureur des Konings aangeklaagd zullen worden.* »

« *De agenten der plaatselijke politie en der Staatspolitie hebben in opdracht de schoolplichtige kinde-*

école les élèves soumis à l'obligation scolaire qu'ils rencontrent vagabondant dans les rues ou les champs, pendant les heures de classe. »

« Si, parmi ces enfants il en est qui ne sont inscrits dans aucune école, ils dressent procès-verbal de leurs constatations et l'envoient immédiatement au procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire, lequel saisira éventuellement par réquisitoire le juge des enfants aux fins d'intervention. »

ART. 6.

L'article 11 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte ci-après :

Le chef de famille négligent dénoncé en vertu des articles 9 et 10 sera cité à comparaître sur réquisitoire du procureur du Roi, inspiré par l'intérêt du mineur, soit devant le juge des enfants, soit devant le juge de paix, en ce dernier cas, à l'intervention de l'officier du ministère public près le tribunal de police. Le magistrat saisi constatera le fait relevé contre le cité, et, s'il y a mauvais vouloir, prononcera une amende de 1 à 25 francs.

Si la peine de l'amende apparaît comme inefficace, il pourra prononcer l'emprisonnement pour contravention à charge des contrevenants en matière d'obligation scolaire.

ren welke zij gedurende de schooltijden op straat of in het veld rondzwervend aantreffen, naar hun school te brengen of te laten brengen. »

« Zoo er bij die kinderen zijn welke in geen enkele school zijn ingeschreven, maken zij een proces-verbaal op van hun bevindingen en sturen het onmiddellijk aan den procureur des Konings van het rechterlijk arrondissement, welke desnoods de zaak bij vordering ahangig maakt bij den kinderrechtter, met de opdracht in te grijpen. »

ART. 6

Artikel 11 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt vervangen door den hiernavolgenden tekst :

Het nalatig gezinshoofd, aangeklaagd op grond van de artikelen 9 en 10, wordt, op vordering van den procureur des Konings die daarbij geleid wordt door het belang van den minderjarige, gedaagd om hetzij vóór den kinderrechtter, hetzij vóór den vrede-rechtter te verschijnen, in dit laatste geval, door tusschenkomst van den ambtenaar van het openbaar ministerie bij de politierechtbank. De betrokken magistraat stelt het tegen den gedaagde aangevoerde feit vast, en verwijst, zoo er slechte wil is, in een geldboete van 1 tot 25 frank.

Zoo de geldboete ondoelmatig blijkt te zijn, kan hij de overtreders inzake schoolplicht tot hechtenis wegens overtreding veroordeelen.

Toutefois, il pourra être sursis à l'exécution du jugement condamnant à l'amende ou à la prison pendant un délai de six mois à compter de la date du jugement, et le sursis sera subordonné à la condition d'une fréquentation régulière pendant les six mois à compter de la date du jugement.

La condamnation sera considérée comme non avenue si, pendant ce délai, le condamné ne récidive pas en matière scolaire.

Les décisions judiciaires relatives aux contraventions scolaires sont soumises aux règles ordinaires en matière d'appel et d'opposition.

Le procureur du Roi tient un répertoire des dénonciations qui lui parviennent en matière d'obligation scolaire et fera connaître immédiatement après chaque audience, à l'inspecteur cantonal ou à l'inspecteur cantonal adjoint, les décisions rendues par le magistrat saisi.

Le juge des enfants régulièrement saisi s'efforcera de faire fréquenter assidûment l'école au mineur qui comparet devant lui. Il peut en tout état de cause prendre à son égard les mesures prévues par la loi du 15 mai 1912, l'inspecteur cantonal ou cantonal adjoint éventuellement entendu.

« Les chefs d'entreprise, patrons, directeurs ou gérants qui auront admis au travail des enfants soumis à l'obligation scolaire, et les cultivateurs qui auront employé, pendant les heures de classe et en dehors des époques fixées pour les tra-

De tenuitvoerlegging van het vonnis ter verwijzing in een geldboete of in hechtenis, mag echter uitgesteld worden voor een termijn van zes maanden te rekenen van den datum van het vonnis, en het uitstel zal afhankelijk gesteld worden van een getrouw schoolbezoek gedurende de zes maanden te rekenen van den datum van het vonnis.

De veroordeeling wordt als niet bestaande beschouwd zoo, gedurende dit tijdsverloop, de veroordeelde het vergrijp in schoolzaken niet herhaalt.

De rechterlijke beslissingen betreffende de overtredingen in schoolzaken zijn onderworpen aan de gewone regels inzake hooger beroep en verzet.

De procureur des Konings houdt aantekening van de aanklachten welke hem inzake schoolplicht toekomen en brengt onmiddellijk na elke terechtzitting de door den betrokken magistraat getroffen beslissingen ter kennis van den kantonnen opziener of van den kantonnen hulpopziener.

De kinderrechtcr, bij wien de zaak op regelmatige wijze wordt aanhangig gemaakt, zal trachten den vóór hem verschijnenden minderjarige de school getrouw te doen bezoeken. In alle geval mag hij te zijnen opzichte de bij de wet van 15 Mei 1912 voorziene maatregelen nemen, den kantonnen opziener of hulpopziener, bij voorkomend geval, gehoord.

« De hoofden van ondernemingen, werkgevers, bestuurders of beheerders welke schoolplichtige kinderen hebben laten werken, en de landbouwers welke gedurende deschooltijden en buiten de tijdstippen vastgesteld voor de werkzaamheden die

vaux saisonniers et les vacances, des enfants autres que les leurs, se trouvant dans les mêmes conditions, sont passibles des peines prévues par l'article 20 des lois coordonnées sur le travail des femmes et des enfants. Les dispositions des articles 24 et 22 des mêmes lois sont applicables aux infractions prévues par le présent alinéa. »

ART. 7.

Le texte de l'article 7 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte ci-après :

« Dans les écoles soumises à l'inspection de l'État, quatre cent-soixante demi-journées scolaires au moins doivent être consacrées à l'enseignement. »

« Dans les localités agricoles, les administrations communales et les directions des écoles primaires privées soumises à l'inspection de l'État, arrêtent, d'accord avec l'inspection scolaire, un règlement fixant les vacances de telle façon que celles-ci coïncident, pour toutes les écoles, avec les époques où c'est la coutume d'employer les enfants aux travaux saisonniers. Elles déterminent, en même temps, les périodes, pendant lesquelles les chefs d'école peuvent accorder aux élèves du 3^e et du 4^e degré, dont la fréquentation n'a pas encore donné lieu à condamnation, des congés pour participer aux travaux saisonniers. Ces congés, dont la durée totale ne peut excéder trente-cinq jours, sont octroyés par écrit. »

het jaargetijde medebrengt en voor de vacantiën, de diensten benuttigd hebben van andere schoolplichtige kinderen dan de hunne, worden gestraft met de straffen voorzien bij artikel 20 van de samengeordende wetten op den arbeid van vrouwen en kinderen. De bepalingen vervat in de artikelen 24 en 22 derzelfde wetten zijn toepasselijk op de bij dit lid voorzienē inbreuken. »

ART. 7.

De tekst van artikel 7 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt vervangen door den hiernavolgenden tekst :

« In de aan Staatstoezicht onderworpen scholen, dienen ten minste vierhonderd zestig schooltijden of halve schooldagen aan het onderwijs te worden besteed. »

« In de landbouwgemeenten maken de gemeentebesturen en de besturen deraan Staatsloezicht onderworpen private lagere scholen, in gemeen overleg met het schooltoezicht een verordening op waarbij de vacantiën zoodanig geregeld worden dat zij voor al de scholen samenvallen met de tijdstippen waarop de kinderen gewoonlijk gebezigd worden aan de werkzaamheden die het jaargetijde medebrengt. Zij bepalen terzelfder tijd de tijlvakken, gedurende dewelke de schoolhoofden aan de leerlingen van den 3^e en van den 4^e graad, wier schoolbezoek nog geen aanleiding heeft gegeven tot veroordeeling, verlof mogen verleenen ten behoeve van de werkzaamheden welke het jaargetijde medebrengt. Die verloven, welke gezamenlijk niet meer dan vijf en dertig dagen mogen bedragen, worden schriftelijk verleend. »

« Au cas où l'inspection et les chefs d'école ne parviennent pas à se mettre d'accord, le Ministre des Sciences et des Arts statue en dernier ressort. »

ART. 8.

Le texte de l'article 5 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte ci-après :

« Il est institué deux certificats d'études primaires, à délivrer aux élèves qui ont subi avec succès les examens organisés respectivement après achèvement de leurs études du 3^e et du 4^e degré. Un arrêté royal règle la forme et les conditions de délivrance de ces certificats sans distinguer entre les établissements publics ou privés. Les frais d'organisation de ces examens sont à la charge de l'Etat. »

ART. 9.

Le second alinéa de l'article 3 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte ci-après :

« Un arrêté royal détermine dans quelles conditions cette période peut être prolongée pour les enfants anormaux éducatibles. »

« La fin de l'obligation scolaire pour un élève fréquentant une école soumise à l'inspection de l'Etat est, à la demande des parents, constatée par une déclaration écrite délivrée par le chef de cette école et visée, pour légalisation de la signature, par l'autorité communale compé-

« Ingeval het schooltoezicht en de schoolhoofden het niet eens kunnen worden, beslist de Minister van Wetenschappen en Kunsten in laatste instantie. »

ART. 8.

De tekst van artikel 5 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt vervangen door den hiernavolgenden tekst :

« Er worden twee bewijzen van lagere studien ingesteld, af te leveren aan de leerlingen welke met goed gevolg de examens hebben afgelegd onderscheidenlijk ingericht na voltooiing van hun studien in den 3^o en den 4^o graad. Een Koninklijk besluit regelt den vorm en de vereischten tot aflevering dier bewijzen, zonder onderscheid te maken tusschen openbare en private inrichtingen. De kosten voortspruitende uit het afnemen dier examens komen ten laste van den Staat. »

ART. 9.

Het tweede lid van artikel 3 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt vervangen door den hiernavolgenden tekst :

« Een Koninklijk besluit bepaalt onder welke voorwaarden dit tijdvak mag verlengd worden voor de voor opvoeding geschikte abnormale kinderen. »

« Het einde der schoolplichtigheid voor een leerling welke een aan Staattoezicht onderworpen school bezoekt, wordt op verzoek der ouders vastgesteld door een schriftelijke verklaring, afgeleverd door het hoofd der school, tot legaliseering van de handteekening gevi-

tente. Pour tout autre enfant, la déclaration est délivrée par l'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal adjoint et revêtue du cachet de l'inspection. »

ART. 10.

L'article 4 de la loi organique de l'enseignement primaire est supprimé.

ART. 11.

La présente loi entrera en vigueur immédiatement après sa publication au *Moniteur*.

ART. 12.

Les dispositions qui précèdent seront coordonnées avec les dispositions de la loi organique de l'enseignement primaire qui restent en vigueur.

seerd door de bevoegde gemeenteverheid. Voor ieder ander kind wordt de verklaring afgeleverd door den kantonnalen opziener of door den kantonnalen hulpopziener en voorzien van den stempel van het schooltoezicht. »

ART. 10.

Artikel 4 der wet tot regeling van het lager onderwijs vervalt.

ART. 11.

Deze wet treedt onmiddellijk in werking na hare bekendmaking in het *Staatsblad*.

ART. 12.

Bovenstaande bepalingen zullen samengeordend worden met de bepalingen der wet tot regeling van het lager onderwijs welke van kracht blijven.



Les chefs de famille consciencieux ne doivent pas être inquiétés et ils ne le seront pas : notre justice n'est pas tracassière, loin de là. D'autre part, l'utilisation rationnelle des congés saisonniers assure aux parents l'aide de leurs enfants pour des travaux champêtres urgents.

Des peines portées contre les employeurs peu scrupuleux ont été unanimement approuvées. Elles existaient déjà dans la loi sur le travail des femmes et des enfants ; mais il a fallu les rendre applicables aux employeurs qui utilisent les services d'enfants encore soumis à l'obligation scolaire bien qu'ayant dépassé l'âge de 14 ans.

La Section centrale s'est montrée très favorable à la suppression de la faculté laissée aux enfants munis du certificat d'études primaires, de cesser leurs études à l'âge de 13 ans révolus. *La place des enfants de moins de 14 ans est à l'école.*

L'organisation d'examens après l'achèvement des études du 3^e et du 4^e degré est à recommander surtout lorsqu'on envisage l'institution du Fonds des Mieux Doués. Seulement l'arrêté d'exécution devra prévoir la cotation, au cours du dernier trimestre de l'année, par exemple, *des travaux pratiques* exécutés par les élèves du 4^e degré.

Il est souhaitable aussi que disparaisse le dernier alinéa de l'article 8 qui permet au Gouvernement de suspendre les examens de fin d'études primaires jusqu'à ce que l'instauration du 4^e degré se soit généralisé dans le pays. Et cette suppression signifierait que le législateur désire que l'instauration du 4^e degré s'accomplisse partout dans le plus bref délai.

La déclaration de fin d'études primaires constatée par une pièce officielle (voir art. 9) est une heureuse innovation. Aucune contestation n'est plus possible désormais entre le Département des Sciences et des Arts et celui de l'Industrie. Seul l'enfant âgé de 14 ans révolus et pouvant exhiber semblable déclaration pourra obtenir un carnet de travail.

La fixation de la durée de l'année scolaire à quatre cent soixante demi-journées est une excellente mesure. Dans certaines villes et communes importantes règne une tendance à prolonger démesurément les vacances et congés, au détriment des élèves qui, pendant ce temps, courent les rues, car une partie relativement minime de ceux-ci seulement peuvent bénéficier d'un séjour aux colonies scolaires. Le système qui consisterait à fixer la durée de l'année scolaire par le nombre d'heures à consacrer annuellement à l'enseignement (1,100 heures) est à rejeter, car il aboutirait à la prolongation de la journée scolaire, — ceci au détriment de la santé *physique* des enfants, et à la prolongation des vacances, — ceci au détriment de leur santé *morale*. D'ailleurs, avec ce système, tout contrôle deviendrait impossible. A noter encore que pareil régime est préconisé par le personnel des villes et non par celui des campagnes, alors que ce dernier a une tâche plus dure parce que dans ses classes il compte généralement plusieurs divisions, tandis qu'en ville les classes n'en comprennent qu'une seule.

L'honorable Ministre des Sciences et des Arts a bien voulu assister à la réunion de la Section centrale. Il s'est rallié à toutes les modifications présentées et a déposé une série d'amendements qui répondent parfaitement aux préoccupations de la Section centrale.

Afin de désencombrer les prétoires des justices de paix, il s'est rallié à la demande faite par les juges des enfants, de participer désormais à l'application de la loi scolaire. Cette demande honore ces magistrats et fait bien augurer de l'aboutissement de la réforme.

Dorénavant les parents négligents seront dénoncés au procureur du Roi. Celui-ci, considérant l'intérêt de l'enfant, saisira de son cas, soit le juge des enfants, soit le juge de paix.

L'intervention du procureur du Roi inspirera une crainte salutaire aux chefs de famille négligents. Les dénonciations se faisant tous les mois, la répression sera plus rapide et plus efficace. La rapidité et la plus grande sévérité de la répression diminueront d'après les prévisions de la Section centrale, le nombre des contraventions et la régularité de la fréquentation scolaire entrera dans les mœurs.

Les juges des enfants se montrent enchantés de la collaboration des délégués à la protection de l'enfance. Ils ont proposé au Ministre de consacrer par la loi l'intervention de ces auxiliaires dans la lutte contre l'absentéisme scolaire. M. le Ministre a estimé que si on admettait cette collaboration, il fallait prévoir un délégué auprès de *chaque* école et faire agréer ce délégué par l'autorité scolaire intéressée (commune ou direction d'école privé). De cette façon tout soupçon de partialité en faveur des écoles de telle ou telle catégorie est exclu. Le système de l'agrégation existe d'ailleurs déjà dans la loi scolaire notamment en ce qui concerne les médecins scolaires et les délégués du ministre du culte pour l'enseignement de la religion.

Le chef d'école s'adressera au délégué et non pas à la police, ainsi qu'il avait été proposé dans le projet primitif, pour faire vérifier les motifs d'absence allégués par les parents au cas où ces motifs lui paraîtront suspects. Le juge des enfants et même le procureur du Roi lui demanderont des renseignements complémentaires.

Le juge des enfants le chargera de contrôler plus particulièrement certains enfants et de stimuler les parents peu soucieux de l'éducation de leur progéniture.

Quant au sursis, il ne sera plus de rigueur à l'avenir; il *pourra* être accordé par le juge et il sera subordonné à la condition d'une fréquentation régulière pendant les six mois à compter de la date du jugement.

Les amendements déposés par l'honorable Ministre ont été admis à l'unanimité.

Étant donné l'accord complet quant aux textes à admettre, la Section centrale en parfaite communauté d'idées avec l'honorable Ministre, a chargé le Rapporteur de coordonner les amendements du Gouvernement et les amendements de la Section centrale, tous admis par le Gouvernement, avec le projet primitif, afin de pouvoir proposer aux délibérations de la Chambre un texte unique.

Ce texte est joint au rapport en suite de l'accord de l'honorable Ministre et de la Section centrale, il servira de base à la discussion publique.

Nous exprimons l'espoir que celle-ci pourra avoir lieu encore en cette fin de session. *L'intérêt des enfants l'exige.*

L'accord unanime qui s'est révélé dans les sections et la satisfaction donnée aux critiques formulées par nos collègues font supposer que la discussion pourra être assez brève.

Le projet répond à un besoin urgent qu'ont souligné une fois de plus les récentes discussions du Congrès des Juges de paix et de celui de la Protection de l'Enfance. Nous sommes persuadés que M. le Premier Ministre, auteur de la belle loi sur la Protection de l'Enfance, se joindra à son Collègue des Sciences et des Arts pour favoriser le vote d'urgence du présent projet, qui devrait passer à l'état de loi avant la mi-août, afin que les dispositions nouvelles pussent être appliquées dès la prochaine rentrée des classes en septembre-octobre de la présente année. *Tout retard serait gravement préjudiciable à la grande cause de l'éducation de nos enfants.*

Le Rapporteur,

JEAN RAMAEKERS.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20^{sten} JULI 1921.

Wetsontwerp

tot verscherping van den leerplicht bij het lager onderwijs (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER JAN RAMAEEKERS.

MIJNE HEEREN,

De afdeelingen der Kamer hebben eenparig geoordeeld dat de wettelijke bepalingen betreffende den leerplicht bij het lager onderwijs dienen verscherpt te worden. Het somber tafereel door den Minister van Wetenschappen en Kunsten opgehangen in zijn antwoord aan den heer Masson heeft geen enkelen onzer Collega's verwonderd, want ieder van ons heeft zich in zijn gebied kunnen rekenschap geven van de uitgestrektheid der kwaal : het schoolverzuim heerscht alsof er nog geen wet op het geregeld schoolbezoek bestond.

Deze wantoestand werd verwekt door den oorlog en de buitengewoon troebele economische toestanden die op den wapenstilstand volgden, omdat de nieuwe wetgeving niet trapsgewijze is kunnen tenuitvoergelegd worden.

Het peil der openbare zedelijkheid is gedaald; de jeugd heeft verderfelijke voorbeelden onder de oogen gehad. Hier tegen dient zonder verwijl ingegaan te worden door een degelijke schoolopvoeding. En de tijden zijn in aantocht, dat onze nijverheid door de buitengewone hoedanigheden van haar voortbrengselen alleen zal kunnen zegevieren over de vreemde mededinging, hetgeen een bekwaam, geleerd en zedelijk volk veronderstelt. Het is dan ook de plicht van den Wetgever de Regeering te volgen, waar deze haar vraagt, de wettelijke bepalingen te verscherpen, die in normale tijden voldoende zouden geweest zijn, maar die in de omstandigheden welke we beleven, ontoereikend zijn gebleken.

(1) Wetsontwerp, n° 220.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Bouchery, De Bruycker, Allard, Brifaut, Ramaekers en Moury.

Toch hebben een zeker getal leden der Commissies, tegen enkele bepalingen van het neergelegd voorstel kritiek geöfend. Zal de verscherping van de verordeningen — en namelijk het tweemaal per maand aanklagen van de nalatige ouders — de vrederechters niet met werk overlasten, en alzoo dezer aanzien en autoriteit nutteloos in gevaar brengen? De Memorie van Toelichting doet te recht dezen kant van de psychologie van 't volk uitkomen, dat de heilzame vrees voor 't gerecht te loor gaat bij al degenen, die nader kennis maakten met Themis. « Il n'y a que le premier pas qui coûte », zegt het Fransche spreekwoord. Is het daarom wel aan te raden, de maandelijksche vergunning van drie schooltijden af te schaffen, die bij artikel 6 der lager-onderwijswet voorzien is?

Verscheidene leden verklaren niet te kunnen instemmen met de bepaling, die aan de leerlingen verbiedt in den loop van het jaar van school te veranderen. Die bepaling inderdaad beschouwen ze als een inbreuk op de vrijheid van onderwijs. Hierop valt aan te merken, dat het leer personeel, zonder onderscheid van scholen, die hervorming volkomen is toegedaan, en dat deze op zijn aandringen in de wet werd opgenomen. Wanneer in een gemeente, waar scholen van verschillende soorten bestaan, een schoolhoofd zijn plicht doet en de ouders aanklaagt wier kinderen onregelmatig de lessen volgen, dan is er gevaar dat die kinderen naar eene andere school zullen overloopen, waar niet zoo nauw wordt toegekeken. Het is dus licht te begrijpen, dat het personeel wenscht, dergelijke misbruiken door de wet te doen verhinderen.

Overal waar het door het ontwerp voorziene stelsel, na vrij overleg tusschen de schoolhoofden ingevoerd werd, heeft iedereen er vrede mee.

Toch zou men een anderen wensch, door drie leden der Middenafdeeling geopperd, kunnen inwilligen, namelijk het overgaan van een school naar een andere in den loop van 't schooljaar te verhinderen, niet meer *één maand*, maar wel *drie maanden* na de inschrijving van den leerling.

Gedurende dat tijdverloop hebben de ouders voldoende gelegenheid de waarde en de strekking van het onderwijs te monstereu. De Middenafdeeling is die meening bijgetreden.

Wat nu de *ernstige redenen* betreft, die een gezinshoofd zou kunnen aanvoeren om de toelating te bekomen, zijn kind toch op een andere school te plaatsen, daaronder kunnen we aanstippen : erge lichamelijke mishandelingen, aanslagen op de zedelijkheid van wege den onderwijzer, aanvallen tegen de wijsgeerige of godsdienstige meeningen van de ouders, ofwel verlangen van deze hun kind aan den ómgang met gevaarlijke makkers te ontrekken.

De beschikking van artikel 5, die de schoolhoofden gelast, tot gemak van de kantonale opzieners, de aan de nalatige ouders te zenden waarschuwingskaarten gereed te maken is insgelijks gehekelc geworden. De huisvader die het geschrift van den onderwijzer herkend heeft, en daarna voor 't gerecht wordt gedaagd, zal geneigd zijn, dit den onderwijzer persoonlijk euvel te duiden. De Middenafdeeling is van gevoelen, die beschikking te laten wegvallen.

Het stelsel van straffen dat het ontwerp wil invoeren, heeft geen scherpe tegenspraak verwekt. Enkele leden hadden bij voorkeur gebruik willen zien maken van de *overtuiging*, maar er werd opgemerkt dat van overtuiging alleen niet veel komen kan, en de ouders, die misbruik willen maken van den arbeid hunner schoolplichtige kinderen volkomen onverschillig laat. *De gewetensvolle ouders moeten niet verontrust worden, en zullen dat ook niet.* Onze justitie is wars van knibbelarij. Daarbij dient niet uit het oog verloren, dat het doelmatige toepassen van de verloven « ten behoeve van de werkzaamheden die het jaargetijde meebrengt » aan de ouders de hulp van hun kinderen voor dringenden veldarbeid verzekert.

De straffen waarmee de schrokkige werkgevers bedreigd worden, vonden eenparige goedkeuring. In de wet op den arbeid van vrouwen en kinderen worden deze straffen voorzien, maar ze moesten ook toepasselijk gemaakt worden op de werkgevers die de diensten gebruiken — of liever misbruiken — van kinderen, die ofschoon 14 jaar oud, toch nog schoolplichtig zijn.

De Middenafdeeling heeft een gunstig advies uitgebracht over de afschaffing van de mogelijkheid voor de kinderen van ten volle 13 jaar, om na 't bekomen van het getuigschrift van lagere studiën, het schoolgaan voorgoed te laten varen. *De plaats van kinderen beneden de 14 jaar is op school.*

Het inrichten van examens na 't voleindigen van de studiën in den 3^{en} en in den 4^{en} graad is warm aan te bevelen, vooral met het oog op de nieuwe wetgeving op de « beter begaafden ». Het besluit houdende inrichting van de examens zou echter het toekennen van punten, — in den loop van het laatste trimester van 't schooljaar bij voorbeeld, — aan den practischen arbeid van den 4^{en} graad behooren te voorzien.

Ook zou dienen te verdwijnen het laatste lid van artikel 8, dat aan de Regeering toelaat, het inrichten van die examens uit te stellen tot dat de 4^e graad in al de scholen van 't land een werkelijkheid zou geworden zijn. *En die verdwijning zal dan beduiden dat de wetgever vraagt, de inrichting van den 4^{en} graad zoohaast mogelijk te zien verwezenlijken in al de scholen van het land.*

Het vaststellen van het voltrekken der lager studiën, bij middel van een officieele verklaring (zie artikel 9) is een gelukkige nieuwigheid. Zoo zijn dan voortaan alle geschillen of verschillen in opvatting tusschen de Ministeries van Wetenschappen en Kunsten eenerzijds en van Nijverheid en Arbeid anderzijds voorgoed uitgesloten. Alleen het veertienjarige kind dat een dergelijke verklaring kan toonen zal in 't vervolg nog een werkboekje kunnen verkrijgen.

Ook het bepalen van den duur van een schooljaar op 460 halve schooldagen is een uitstekende maatregel. In sommige steden en belangrijke gemeenten heerscht een strooming naar overdreven verlenging der vacantes en dit tot groot onheil van de kinderen, die weken lang mochten straatloopen; want een gering getal slechts kunnen een onderkomen vinden in de vacantiëkoloniën. Het stelsel waarbij den duur van 't schooljaar zou berekend worden op 4,100 schooluren is te verwerpen, want het zou aanleiding geven tot een verlenging van den schooldag — ten koste van de *lichamelijke gezondheid*

der kinderen, -- en tot een verlenging van de vacantes ten koste van hun *zedelijk* welzijn. Trouwens bij een dergelijk stelsel ware alle toezicht onmogelijk.

Dit stelsel wordt in hoofdzaak alleen door de onderwijzers van de groote steden en gemeenten aangevraagd, en niet door hun dorps collega's, alhoewel dezer taak veel zwaarder is, omdat hun klassen doorgaans twee of meer afdeelingen tellen, wat het geval niet is in de stadsklassen.

De achtbare Minister van Wetenschappen en Kunsten heeft de beraadslagingen van de Middenafdeeling wel willen bijwonen. Hij heeft zich bij al de voorgestelde wijzigingen aangesloten en heeft een reeks amendementen ingediend die volkomen met de gevoelens van de Middenafdeeling overeenstemmen.

Om den toeloop in de gehoorzalen van de vredegerichten te verminderen, heeft hij het voorstel van de kinderrechters aanvaard, voortaan deel te nemen aan de toepassing van de wet op den leerplicht waar deze magistraten wenschen. Dat voorstel strekt die magistraten tot eer en laat het welslagen van de hervorming verhoplen.

Voortaan zullen de nalatige ouders aangeklaagd worden bij den procureur des Konings. Deze zal, naar gelang van het welzijn van 't kind, de zaak aanhangig maken ofwel bij den kinderrechtter ofwel bij den vrederechter.

Het ingrijpen van den procureur des Konings zal bij de nalatige ouders een heilzame vrees verwekken. Daar de aanklachten voortaan op 't einde van elke maand zullen geschieden, mag verwacht worden dat de beteugeling veel vlugger en ook veel doelmatiger zal wezen.

Zal het getal wetsovertredingen verminderen? Dank den spoed waarmede zal worden ingegrepen en dank ook de grootere gestrengheid, zal het regelmatig schoolbezoek van lieverlee overgaan in de zeden.

De kinderrechters toonen zich uiterst voldaan over de medewerking van de « afgevaardigden der kinderbescherming ». Zij hebben gevraagd dat die kostbare helpers van de wet de opdracht zouden erlangen ook aan den strijd tegen het onregelmatig schoolgaan deel te nemen. De Minister heeft echter gemeend dat, in geval van aanneming van die hulp, een afgevaardigde bij *elke* school zal aangeduid moeten worden, en door de schooloverheid (gemeentebestuur of privaat schoolbestuur) zal dienen aangenomen te worden. Op die wijze wordt dan alle verdenking van partijschap ten gunste van deze of gene categorie bepaald uitgesloten. Dergelijke aannemingen bestaan trouwens reeds in onze schoolwetgeving, namelijk in zake medisch toezicht, en in zake aanstelling van godsdienstleeraars die de ministers van de eerediensten vervangen.

Het schoolhoofd zal zich tot den afgevaardigde wenden -- en niet tot de politie zooals dit in 't eerste ontwerp voorzien was -- om de door de ouders aangevoerde redenen wegens schoolverzuim, die hem min ernstig zouden voorkomen, te laten onderzoeken. De kinderechter en de Procureur des Konings kunnen hun om nadere inlichtingen verzoeken, en de eerste zal hun gelasten, over het gedrag van sommige kinderen te waken, of nalatige ouders tot een beter nakomen van hun plichten aan te sporen.

Schorsching van tenuitvoerlegging van een vonnis in zake leerplicht zal voortaan niet meer toegepast *moeten*, maar wel *mogen* worden, en zal ondergeschikt zijn aan regelmatig schoolgaan gedurende de zes maanden die op het vonnis volgen.

De door den Minister neergelegde amendementen werden eenparig door de Middenafdeeling aangenomen.

Die eenparigheid, betreffende de nieuwe teksten en de wijziging van de oorspronkelijke, heeft de Middenafdeeling er toegeleid, in overeenstemming met den Minister, den Verslaggever te gelasten, de amendementen van de Regeering en deze van de Middenafdeeling in overeenstemming te brengen met den tekst van het wetsontwerp, ten einde een enkelen tekst te bekomen tot bespreking in de Kamer.

Die tekst werd als bijvoegsel aan dit verslag gehecht.

Wij hopen, dat de bespreking nog vóór 't einde van den zittingstijd kunne plaats hebben. Het belang onzer kinderen vergt dit. De eenparigheid die zich in de Afdeelingen geopenbaard heeft, en de inwilliging van al de wenschen die door onze collega's werden uitgedrukt, laten vermoeden dat de bespreking niet veel tijd zal vergen.

Het ontwerp beantwoordt aan dringende eischen, die onlangs in 't Congres van de vrederechters en gisteren nog bij gelegenheid van 't Internationaal Congres voor kinderbescherming, eens te meer in het helderste daglicht werden gesteld. Wij zijn overtuigd, dat de Eerste Minister, die de schoone wet op de Kinderbescherming aan de Kamers voorstelde, zich bij zijn collega van Wetenschappen en Kunsten zal willen aansluiten om de stemming te bevorderen van het nieuwe ontwerp, dat nog vóór half Augustus dient tot wet te worden gemaakt, om reeds van af September-October te kunnen worden toegepast. *Uitstel zou hier wel in afstel kunnen ontaarden en groot onheil berokkenen aan de opvoeding van onze kinderen.*

De Verslaggever,
JAN RAMAËKERS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.



